

Scrutin du 10 juin : des propositions 100% à gauche

samedi 9 juin 2007, par [LCR \(France\)](#), [SIMPLON Joséphine](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2007).

Un résumé des propositions concrètes présentées par les candidates et candidats « LCR - 100% à gauche » aux législatives du 10 juin 2007, face au programme sarkozien.

1 Une nouvelle répartition des richesses

Sous prétexte de « travailler plus pour gagner plus », Sarkozy prétend réhabiliter la « valeur travail », défiscaliser les heures supplémentaires, remettre en cause la réduction du temps de travail et diminuer les impôts des entreprises et des privilégiés.

À l'inverse, nous proposons de revenir à la répartition des richesses qui existait il y a un quart de siècle, lorsque, pour 100 euros de richesses créées, 70 euros revenaient aux salariés et 30 au capital, alors qu'aujourd'hui seulement 60 euros reviennent aux salariés ! Cela passe par une augmentation générale de 300 euros net mensuels de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions de retraite. Alors que jamais la France n'a été aussi riche, que les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires explosent, notre pouvoir d'achat stagne et des millions de gens vivent dans la pauvreté ! Il faut porter le Smic à 1 500 euros net, immédiatement.

2 Un emploi stable

Alors que ce sont les patrons qui licencient pour augmenter leurs profits, le gouvernement cherche à stigmatiser les chômeurs afin de réduire encore leurs droits, de les forcer à accepter n'importe quel emploi et de précariser encore plus. Au-delà, c'est au contrat de travail de tous les salariés qu'il veut s'attaquer, avec son « contrat unique », qui n'est que la généralisation du CPE abrogé grâce aux mobilisations du printemps 2006.

À l'inverse, le seul contrat de travail doit redevenir le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) pour tous et toutes, quels que soient l'âge et le type d'entreprise. Nous proposons d'interdire les licenciements, de forcer les entreprises qui licencient ou qui délocalisent à rembourser l'argent des subventions ou des allègements de charges sociales dont elles ont bénéficié. Nous souhaitons également créer un fonds de sécurité sociale professionnelle, financé par de nouvelles cotisations patronales, pour assurer le maintien du contrat de travail et du salaire des travailleurs licenciés.

3 Du temps pour vivre

La grande « réforme » voulue en toute urgence par Nicolas Sarkozy, c'est la suppression des charges et de la fiscalité sur les heures supplémentaires. Loin de créer des emplois, comme le prétendent les libéraux, ces mesures auront exactement l'effet inverse : face à une augmentation de la charge de travail, les patrons seront encouragés à imposer aux salariés qui ont déjà un emploi des heures supplémentaires (désormais fort peu coûteuses) plutôt que d'embaucher. Cela leur permettra de maintenir de bas niveaux de salaires. Inefficace contre le chômage, cette mesure contribuera aussi à augmenter la pénibilité du travail, alors que le stress et les accidents du travail sont en

augmentation.

À l'inverse, nous proposons une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures (dans la perspective des 30 heures), sans perte de salaire, sans annualisation ni flexibilité, et avec des embauches correspondantes (c'est-à-dire proportionnelles à la réduction du temps de travail). Il s'agit de travailler moins pour travailler tous. Et de vivre mieux...

4 Des services publics de qualité

L'éducation, la santé, l'énergie, la culture, l'eau, les télécommunications ou les transports ne sont pas des marchandises. Alors que la crise sociale s'aggrave, que de nombreux besoins nouveaux voient le jour, depuis 30 ans, les différents gouvernements n'ont eu de cesse de détruire les services publics, de privatiser, de fermer des hôpitaux, des postes et des écoles.

À l'inverse, nous proposons de défendre et d'étendre les services publics, dans les quartiers populaires et les zones rurales. Nous proposons de revenir sur les privatisations, de restaurer le monopole du service public et de réaliser les embauches de personnels statutaires (fonctionnaires), qui manquent aujourd'hui cruellement. Nous proposons également de créer un véritable service public de la petite enfance (crèches, garderies) et du quatrième âge.

5 Un logement pour tous

Sous prétexte de favoriser « une France de propriétaires », le gouvernement s'apprête à décider la déductibilité des intérêts des emprunts contractés pour l'achat d'un logement, même ceux qui sont déjà en cours. C'est un nouveau cadeau à ceux qui n'en ont pas besoin, alors même qu'il y a près de 100 000 SDF, que plusieurs millions de personnes sont sans logement et qu'ils sont des centaines de milliers à attendre un logement social depuis des années.

À l'inverse, nous proposons de développer le logement social, seul moyen d'assurer effectivement le droit au logement de ceux qui en sont privés. Cela passe par la création d'un grand service public du logement, la construction d'un million de logements sociaux, l'application - enfin ! - de la loi de réquisition des logements vides et l'inéligibilité des maires qui refusent d'appliquer la loi SRU (obligeant à construire 20 % de logements sociaux).

6 La fin des discriminations

Ayant mené campagne en reprenant à son compte les thèses de l'extrême droite, Nicolas Sarkozy entend bien aggraver les discriminations qui rongent la société française, comme le montre la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

À l'inverse, nous proposons d'en finir avec les discriminations en contrôlant les barrages à l'emploi, au logement, aux loisirs, dont beaucoup sont aujourd'hui exclus du fait de la couleur de leur peau, de leur nom, de leur origine ou de leur nationalité. La solution, c'est l'égalité des droits, à commencer par les droits civiques : le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections de tous les habitants, quelle que soit leur nationalité. Nous proposons également l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les sans-papiers.

7 L'égalité pour les femmes

Le gouvernement prétend agir pour l'égalité salariale, mais sans mesures contraignantes pour les entreprises. En réalité, les femmes supportent les plus bas salaires, les plus petites retraites, les contrats les plus précaires, la double journée de travail et les violences : en France, tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint.

À l'inverse, nous proposons un plan de rattrapage immédiat des salaires des femmes pour parvenir à l'égalité totale avec ceux des hommes et un plan de reconstitution des carrières qui, amputées du fait du temps partiel imposé et des maternités, aboutissent à des retraites misérables. Nous proposons la mise en œuvre sans restriction du droit à l'avortement et à la contraception en étendant les centres d'IVG et en leur fournissant les moyens matériels et humains nécessaires. Nous proposons enfin l'adoption d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, axée sur la prévention et l'accompagnement des victimes (centres d'accueil dans chaque département).

8 Une retraite décente

Sarkozy veut détruire les régimes spéciaux - sauf ceux des députés et des sénateurs ! - pour punir les cheminots, coupables aux yeux des patrons d'être en première ligne de la contestation des politiques libérales. Mais ce n'est que la première étape avant une nouvelle attaque contre les retraites de tous les salariés.

À l'inverse, nous proposons de restaurer le droit à la retraite à 60 ans, au bout de 37,5 annuités (pour les salariés du public comme du privé), avec un taux de remplacement égal à 75 % du meilleur salaire, et sans une pension inférieure au Smic à 1 500 euros net. Cela passe par l'abrogation de la contre-réforme Balladur (1993) et de la contre-réforme Fillon (2003). Le financement de ces mesures est tout à fait possible : 100 000 emplois de plus, grâce à la réduction du temps de travail représentent 1 milliard de plus dans les caisses de la Sécurité sociale. Une augmentation générale des salaires de 300 euros, c'est 55 milliards de plus dans les caisses de la Sécurité sociale !

9 Le droit à la santé

Avec la mise en place d'une franchise (non remboursée) et la poursuite des contre-réformes hospitalières, le gouvernement veut aggraver le démantèlement de la protection sociale et la livrer aux assurances privées, au prix d'une remise en cause du droit à la santé.

À l'inverse, nous proposons la gratuité des soins et des médicaments, seule garantie d'un accès de tous et de toutes à une santé de qualité. Cela passe par la nationalisation des grandes multinationales pharmaceutiques et des cliniques privées, l'abrogation des différentes réformes hospitalières, la suppression des lits privés dans l'hôpital public, l'embauche de personnel soignant (création de 100 000 postes dans l'hôpital public) et l'ouverture de centre de santé public et gratuit dans les quartiers. Pas de business sur notre santé !

10 Un monde vivable

Les grands partis jouent à « plus écolo que moi, tu meurs » ! Sarkozy a même créé un super-ministère pour Juppé... Mais, en attendant, les profits des industries polluantes et dangereuses, ceux de Total et d'Areva (nucléaire), ne se sont jamais aussi bien portés, alors même que le capitalisme détruit la planète.

À l'inverse, nous proposons de promouvoir une agriculture de qualité (avec l'interdiction de la culture des OGM en plein champ), de réduire vraiment les émissions de gaz à effet de serre (par le développement de l'isolation des bâtiments, le développement du feroutage et des transports en commun) et de réorienter radicalement la politique énergétique (par le développement des énergies renouvelables, l'arrêt de l'EPR et un plan de sortie du nucléaire en dix ans) dans le cadre d'un vaste service public de l'énergie.

11 La démocratie

Sous Sarkozy comme sous tous les gouvernements de la V^e République, les décisions importantes,

celles qui influent sur la vie quotidienne de millions de gens, échappent à tout contrôle démocratique. Le pouvoir est monopolisé par les conseils d'administration des multinationales, des institutions financières et par une caste de politiciens professionnels.

À l'inverse, nous proposons le pouvoir des assemblées élues, la proportionnelle intégrale (avec la parité hommes/femmes obligatoire), l'interdiction du cumul des mandats et la limitation du nombre de mandats consécutifs, ainsi que le plafonnement des indemnités des élus qui ne devraient pas gagner plus que ceux qu'ils sont censés représenter.

Ces mesures s'opposent point par point à la politique du gouvernement Sarkozy. Elles consistent à faire l'inverse de ce qu'ont fait les différents gouvernements, de droite comme de gauche : stopper les subventions au secteur privé et taxer lourdement les profits. Elles sont portées par les résistances sociales qui se sont exprimées dans le pays depuis une dizaine d'années. Elles seront au cœur des luttes des mois qui viennent. Elles sont parfaitement réalistes : comme le montrent les profits faramineux réalisés par les multinationales et les subventions aux patrons (financées par l'État), l'argent existe pour satisfaire ces besoins sociaux élémentaires. C'est une question de volonté politique ! C'est cette volonté politique que portent les candidates et les candidats de la LCR.

Editorial

Votez pour les candidats de la LCR

Joséphine Simphon

L'élection de Nicolas Sarkozy n'est pas simplement une victoire politique. Il s'agit également d'une victoire idéologique. C'est une rupture dans l'histoire des droites françaises. Nous avons affaire à une droite décomplexée, remettant en cause l'idéologie de Mai 68. Largement élu, le nouveau président de la République compte sur les élections législatives pour disposer des pleins pouvoirs, afin de mettre en œuvre sa politique, celle du Medef et des privilégiés. Sa politique s'annonce brutale, et ce ne sont pas ses grandes manœuvres de communication qui nous feront oublier que son programme fera tomber une pluie d'attaques antisociales et antidémocratiques sur les classes populaires.

Avec Sarkozy et Fillon, c'est l'heure des cadeaux supplémentaires aux plus riches, avec la mise en place, dès cet été, d'une réforme de la fiscalité ; c'est la fin du droit de grève pour tous, en commençant par les fonctionnaires, et l'instauration du service minimum. C'est aussi la fin des 35 heures, avec l'exonération totale des cotisations sociales sur les heures supplémentaires. Mais c'est également un contrôle plus strict de l'immigration, avec la mise en place d'un ministère des « Expulsions » - pardon, de « l'Éloignement » - dirigé par Brice Hortefeux et, cerise sur le gâteau, c'est aussi le renforcement des politiques sécuritaires, avec la mise en place d'une politique de tolérance zéro, proche de celle des États-Unis.

Mais les mesures phares de Sarkozy visent, plus précisément, à accélérer la contre-réforme libérale en France, avec l'explosion du contrat de travail - afin que les patrons puissent licencier sans motif « réel et sérieux » -, la réorganisation de la fonction publique, l'accélération de la privatisation de la santé publique, l'autonomie des universités et la suppression des régimes spéciaux, prélude à de

nouvelles attaques contre les retraites... On le voit, nous avons affaire à une attaque globale et d'envergure. Face à cela, la gauche est loin d'être à la hauteur. La défaite du Parti socialiste n'est pas due à sa candidate, Ségolène Royal : c'est le résultat de son adaptation et de son accompagnement du capitalisme ! Du coup, les messages et les frontières entre la droite et la gauche sont tellement brouillés, que l'on a du mal à faire la différence entre un programme de droite et de gauche. Nous ne pouvons pas compter sur les dirigeants du PS pour construire une gauche aussi fidèle aux travailleurs que la droite sarkozienne l'est aux patrons et aux rentiers. Ce qu'il faut, c'est une autre politique à gauche, une politique anticapitaliste, 100 % indépendante du PS, une gauche des luttes.

Cette politique, Olivier Besancenot l'a défendue pendant toute la campagne présidentielle. Pour la campagne des élections législatives, la LCR veut poursuivre ce combat autour de la défense d'un programme d'urgence, sociale et démocratique. Cette politique ne peut s'appliquer et ne peut être financée que par une autre répartition des richesses, qui s'attaque au profit capitaliste et mette au centre les besoins sociaux du plus grand nombre. Cette politique devra remettre en cause le pouvoir absolu du patronat sur l'économie. Une telle politique doit être portée par le contrôle de la population sur la marche de l'économie et de la société. En un mot, c'est une politique de rupture avec le système capitaliste. Cette politique ne sera évidemment pas appliquée par Sarkozy ! Mais ce n'est pas non plus le programme du Parti socialiste et de ses alliés. Pour appliquer un tel programme, il faudra des changements de rapports de force, de grandes mobilisations et des luttes sociales ; il faudra aussi une nouvelle force politique.

Le 10 juin, vous pourrez faire un geste qui approuve ce programme, en votant pour les candidats et les candidates de la LCR. Voter pour les candidats et les candidates de la LCR, c'est aider aussi à ce que s'organise la préparation des luttes. Sarkozy a besoin d'une victoire sociale pour asseoir sa légitimité. Pour cela, il faudra qu'il inflige des défaites aux mouvements sociaux sur le terrain des luttes : c'est ce qui sera décisif dans les mois à venir. Le gouvernement cherchera l'affrontement, il essaiera d'associer les directions syndicales à ses attaques antisociales. C'est pour cela que, sans attendre, nous devons préparer la mobilisation la plus large possible. Dès que seront connus les projets de Sarkozy en matière de code du travail ou de droit de grève, il faut préparer une mobilisation d'ensemble. Dès que sera connu le projet d'autonomie des universités, c'est-à-dire le démantèlement de l'enseignement supérieur public, il faut organiser la riposte des étudiants et de la jeunesse. Il faut, en même temps, préparer des mobilisations fortes sur les questions qui touchent des millions de salariés, de chômeurs et de jeunes : celle de l'emploi et du refus des licenciements, celle du pouvoir d'achat, de la défense des services publics. Le 10 juin, votez pour une gauche de lutte, 100 % à gauche.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2209 du 7 juin 2007.